**** 

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |

**PROGRAMME DE CONSOMMATION DURABLE ET SUBSTITUTION PARTIELLE AU BOIS ENERGIE EN RDC**

**RAPPORT D’ACTIVITE**

**JANVIER – DECEMBRE 2020**

Table des matières

[1. Données clés du programme REDD+ 3](#_heading=h.1fob9te)

[2. Résumé exécutif (maximum 1 page) 4](#_heading=h.3znysh7)

[3. Brève présentation du programme 5](#_heading=h.tyjcwt)

[3.1. Objectif Général 5](#_heading=h.3dy6vkm)

[3.2. Objectifs spécifiques 5](#_heading=h.1t3h5sf)

[3.3. Résultats attendus du programme 6](#_heading=h.4d34og8)

[3.4. Contexte du rapport 6](#_heading=h.2s8eyo1)

[4. Etat d’avancement des activités prévues dans le PTBA 2020 7](#_heading=h.17dp8vu)

[5. Etat d’avancement des résultats du Programme 14](#_heading=h.3rdcrjn)

[6. Contribution du programme à l’atteinte des Indicateurs harmonisés FONAREDD-CAFI 19](#_heading=h.26in1rg)

[7. Contribution du programme à l’atteinte des jalons de la Lettre d’intention 20](#_heading=h.lnxbz9)

[8. Exécution financière 20](#_heading=h.35nkun2)

[9. Gestion participative 23](#_heading=h.1ksv4uv)

[10. Termes transversaux 23](#_heading=h.44sinio)

[10.1. Gouvernance 23](#_heading=h.2jxsxqh)

[10.2. Genre 23](#_heading=h.z337ya)

[10.3. Peuples Autochtones 24](#_heading=h.3j2qqm3)

[10.4. Autres groupes sociaux (Jeunes, mineurs, etc.) 24](#_heading=h.1y810tw)

[10.5. Respect de normes environnementale et sociale 24](#_heading=h.4i7ojhp)

[a) Etude d’impact environnementale et sociale 25](#_heading=h.2xcytpi)

[b) Mesures prises afin d’assurer le respect de chacune des sauvegardes 25](#_heading=h.1ci93xb)

[11. Gestion des risques 26](#_heading=h.3whwml4)

[12. Illustration narrative spécifique 26](#_heading=h.2bn6wsx)

[13. Modalités de suivi 27](#_heading=h.qsh70q)

[14. Révisions programmatiques (le cas échéant) 28](#_heading=h.3as4poj)

[15. Auto-évaluation du programme 28](#_heading=h.1pxezwc)

[16. Difficultés rencontrées et mesures prises 29](#_heading=h.49x2ik5)

[17. Défis et leçons apprises dans la mise en œuvre du programme 29](#_heading=h.2p2csry)

[18. Conclusion et recommandations 29](#_heading=h.147n2zr)

# Données clés du programme REDD+

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du Programme & Référence | Programme de consommation durable et substitution partielle au bois énergie |
| Numéro de référence du Programme/MPTF  | 00113647/ 00113546 |
| Localité, Secteur/Thème(s) du Programme | Kinshasa, Bukavu, Goma, Lubumbashi, Kisangani |
| Partenaires de mise en œuvre | Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) – United Nations Capital Development Fund (UNCDF) |
| Organisations participantes | Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)United Nations Capital Development Fund (UNCDF) |
| Budget du Programme (USD) | 15,000,000 |
| Durée totale programme (mois):  | 48 |
| Date d’approbation du programme en COPIL FONAREDD (dd.mm.yyyy): | 08/11/2018 |
| Date de transfert de fonds par MPTF (dd.mm.yyyy): | 1er/12/2018 |
| Date de lancement officiel/Démarrage effectif (dd.mm.yyyy):  | 29 Novembre 2019 |
| Date de clôture originale (dd.mm.yyyy)  | 31/12/2022 |
| Date de clôture actuelle (dd.mm.yyyy) | 1er/12/2023 |
| Décaissements au 31/12/2020 | 9 000 000 USD |
| Dépenses globales (USD) au 31/12/2020 | 2 952 255,30 |
| Taux de consommation de la 1ère tranche | 33%*[[1]](#footnote-1)* |
| Date d’évaluation à mi-parcours le cas échéant | 1er/12/2021 |
| Contact (Nom, titre, organisation participante et adresse mail : | * Nom: Dominic Sam
* Titre: Représentant Résident
* Organisation participante: PNUD
* Adresse e-mail: dominic.sam@undp.org

 registry.cd@undp.org |

# Résumé exécutif (maximum 1 page)

Officiellement lancé le 29 Novembre 2019, le programme de consommation et de substitution partielle au bois-énergie a connu un élan majeur de mise en œuvre en 2020 avec la mise en place complète de l’équipe de coordination, la réalisation de toutes les études de référence, l’amorçage du processus politique, l’étude de sélection de 4 sites de Microcentrale-hydroélectrique dans de Bas-Uélé, Haut-Uélé, Ituri et Tshopo. Il a été également mis en place le fonds de défi d’un montant de 1 million de dollars pour appuyer le secteur privé dans la promotion des foyers améliorés et du gaz de pétrole liquéfié (GPL). Par ailleurs, des tests d’efficacité de cuisson ont été réalisés sur 42 différents foyers améliorés présentés par les entreprises fortement représentées par des femmes et jeunes. Enfin, une stratégie de communication pour le marketing social et le changement de comportement pour l’adoption de foyers améliorés et le GPL a été élaborée et validée.

* **Les études de référence** ont été entièrement conduites à Kinshasa (janvier 2020), Lubumbashi (avril 2020) et Bukavu (juin 2020). Ces études confirment la prédominance du charbon de bois (96.7%) dans la fréquence[[2]](#footnote-2) d’utilisation d’énergie de cuisson en RDC, suivi de l’électricité (23.68%), du bois (5.12%), du gaz (3.025%) et du pétrole (2.7%). On note un faible taux d’utilisation du gaz à Kinshasa, Lubumbashi et à Bukavu (en moyenne 1%) et légèrement plus à Goma (7%) cela est essentiellement dû à la proximité de cette localité avec le Rwanda d’où de nombreuses populations s’approvisionnent. Néanmoins plus de 70% des ménages enquêtés sont intéressés à changer de combustible pour passer au gaz, mais évoquent en majorité la peur dans l’utilisation du gaz.
* **Le processus politique** est initié depuis le mois d’avril 2020 avec la préparation d’une feuille de route pour l’élaboration d’une politique nationale de l’énergie couvrant toutes les formes d’énergies, avec un volet sur la cuisson propre. Une stratégie pour la cuisson propre sera également élaborée pour mieux encadrer et promouvoir le secteur à l’effet de réduire à la base la déforestation due au bois-énergie. Le Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité, s’active pour le lancement officiel du processus. Toutefois, les activités de collecte de données sont en cours pour définir un diagnostic détaillé du secteur assorti de recommandations pour le document de politique et stratégie. Compte tenu du temps très bref pour ce jalon, le COPIL a recommandé le report de celui-ci pour permettre une large consultation sur la politique nationale de l’énergie.
* En avril 2020, l’accord avec le **partenariat avec Global LPG Partnership a été signé**. Ainsi, un avant plan directeur et une feuille de route pour l’élaboration de la réglementation de la distribution du GPL en RDC ont été élaborés et soumis au Ministère des Hydrocarbures, qui les soumettra à consultation pour finalisation au cours de l’année 2021. Ces documents préliminaires ont été élaborés avec le concours du secteur privé, notamment SOGAZ et COETE GAZ. A ces documents, il faut noter les études de modélisation de l’impact du déploiement du GPL à Kinshasa qui ont démarré et prendront fin le premier trimestre 2021. Les résultats de ces études fourniront les données et options décisionnelles dans le cadre du plan directeur GPL.
* **Au titre du MCH**, les études de faisabilité de 4 sites sélectionnés dans le Bas-Uélé, le Haut-Uélé, l’Ituri et la Tshopo été démarré avec 2 entreprises locales à savoir RISEF-ENGINEERING et AFRIKA GERMAN CONSULT (AGC) à la suite d’un appel d’offre. Les résultats de ces études sont attendus d’ici juin 2021. La construction du site qui sera retenu devra effectivement commencer avant la fin de l’année 2021.
* **Une stratégie de communication** de marketing social et de changement de comportement a été élaborée puis validée le 17 décembre 2020. Un cabinet de communication sera recruté pour la mise en œuvre de certaines activités alors que la communication sur le GPL sera menée par le partenaire GLPGP en partenariat avec les marketeurs et le secteur privé de la place.
* En ce qui concerne **l’appui au secteur privé**, une avancée significative a été faite avec l’établissement du programme d’incubation et le lancement du premier appel à soumission au fonds de défi 25 juin 2020 sous l’égide de l’UNCDF. Au total, 122 dossiers de candidature ont été reçus pour un montant total de plus de USD 15,233,000 . Un comité d’investissement a été établi pour la gouvernance du fonds. Ce comité a approuvé 6 requêtes sur 14 dossiers éligibles pour financement immédiat pour une valeur de USD 682,000. Les 8 autres devront peaufiner leurs propositions pour une nouvelle évaluation du comité d’investissement.
* Ces accords vont contribuer à la vente de 64.200 foyers améliorés à charbon de bois et briquettes, 3.000 kits de GPL, 3.500 foyers de cuisson à GPL, 1.425 tonnes de GPL et la création de 53 emplois temps pleins et 401 emplois en temps partiels dans les villes de Kinshasa, Lubumbashi, Goma, Bukavu.
* Un partenariat de collaboration entre GLPGP, Equity Bank et marketeurs (COETE GAZ et SOGAZ) a été signé pour promouvoir le GPL et offrir l’opportunité à des ménages au travers de la microfinance. Au total, 500 ménages sont ciblés pour cette phase pilote conformément au prodoc.
* Les plans de **formation et d’assistance technique** (Académie TERA) des entreprises du fonds de défis ont été élaborés et seront mis en œuvre à partir du premier trimestre 2021.
* **Une mobilisation de ressources** complémentaires au programme sous forme de prêts à hauteur de 650.000$ a été faite auprès de bailleurs pour les entreprises ALTECH et BBOX.

L’année 2021 constitue un tournant crucial pour le programme eu égard à l’importance des livrables attendus que sont le document de politique nationale de l’énergie et la stratégie de cuisson propre. La finalisation du plan directeur et des textes réglementaires du GPL, la mise en œuvre des activités de sensibilisation pour le changement de comportement.

# Brève présentation du programme

## Objectif Général

L’objectif global du programme est de stabiliser le couvert forestier et la réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la production et la consommation énergétique pour la cuisson (et en particulier le bois-énergie), ainsi que de promouvoir le développement économique durable et équitable.

Le présent programme de consommation durable et substitution partielle au bois énergie, se focalise donc sur la réduction de la demande en bois-énergie, suivra pour cela deux grandes démarches :

* Le développement d’énergies de substitution au bois-énergie, afin de réduire la prépondérance de ce dernier dans le mix énergétique national ;
* La consommation plus efficiente en bois-énergie par la vulgarisation à grande échelle des foyers à plus grande efficacité énergétique, également de manière à réduire le volume de bois-énergie nécessaire pour répondre à la demande résiduelle et ainsi réduire la pression sur la ressource.

## Objectifs spécifiques

|  |  |
| --- | --- |
| Objectifs spécifiques | Jalons CAFI |
| N° | Titre | Précisions |  |
| OS 1 | Inclusion d’un volet bois énergie dans la politique énergétique nationale | Mettre en place les conditions habilitantes pour une production et consommation plus durable du bois-énergie, et le déploiement progressif des énergies de substitution au bois-énergie | 2a & 2b (2018)2a (2020) |
| OS 2 | Production et dissémination massive des foyers améliorés | Production et dissémination des Foyers améliorés au travers d’une approche secteur privé et leur utilisation par au moins 10% des ménages de Kinshasa et des capitales provinciales visées, en particulier dans les zones à  PIREDD (au moins 500 000 foyers) | 2b (2020) |
| OS 3 | Amorçage du marché du GPL en RDC | Amorçage du marché du GPL en RDC et notamment Kinshasa, et l’exploration des opportunités et conditions de sa production éventuelle future |  |
| OS 4 | Appui au développement de la micro-hydroélectricité en incitation aux démarches REDD+ | Augmentation des revenus des populations tout en réduisant l’empreinte carbone des activités productives au travers de démarches incitatives pour la gestion durable des forêts |  |

## Résultats attendus du programme

**Effet 1 Le gouvernement de la RDC et les consommateurs comprennent l’importance des combustibles propres et foyers améliorés, et disposent des compétences et connaissances nécessaires pour créer un environnement favorable au développement du marché de ces produits**

Produit 1.1 Des analyses approfondies de la production et de la consommation en énergie de cuisson, dont le bois-énergie, sont réalisées et informent les programmes CAFI

Produit 1.2 : Le potentiel REDD+ lié au secteur de la micro-hydro (MCH) est étudié et évalué

Produit 1.3 : Le leadership politique et des institutions techniques sont renforcés pour engager la RDC sur le chemin de sa transition énergétique vers la cuisson propre et créer un environnement favorable au marché tout en protégeant les consommateurs

Produit 1.4. :Le cadre légal, politique et réglementaire national portant sur le secteur de l’énergie volet bois énergie, volet GPL et autre source de combustible de substitutions, est opérationnel

Produit 1.5. :Une stratégie de communication multi-acteurs et multisectorielle est conçue, de manière participative pour répondre aux besoins spécifiques de chaque groupe, et est déployée

**Effet 2: Le marché local de la cuisson propre (énergies et foyers améliorés) est développé de manière viable et commerciale au travers d’un programme d’incubation**

Produit 2.1. : Les opportunités et les besoins dans le secteur de la cuisson propre ont été identifiés et les acteurs sélectionnés en utilisant un processus de sélection compétitif basé sur l’aptitude au marché

Produit 2.2.: La viabilité du business et le marché durable des partenaires sélectionnés sont améliorés grâce aux services d’assistance technique (AT)

Produit 2.3.: Des mécanismes de financement pour la cuisson propre sont établis afin de répondre aux besoins de financement durable des entreprises partenaires.

## Contexte*[[3]](#footnote-3)* du rapport

L’année 2020 a été marqué par le démarrage effectif des activités du programme avec la mise en place complète de l’équipe du projet. Toutefois, la crise sanitaire liée au coronavirus, survenue dès mars 2020 en RDC, a impacté la mise en œuvre programme avec les mesures prises par le gouvernement. Ces mesures étaient entre autres : l’Etat d’urgence sanitaire, la suspension des vols pour le transport aérien, confinement de la commune de Gombe, où se situe les locaux du PNUD et UNCDF ainsi que plusieurs partenaires du projet, comprenant l’administration centrale du pays.. En conséquence, les partenaires du programme, notamment GLPGP et CIRAD, ne pouvaient pas se déployer sur le terrain.

Nonobstant, ces défis, les mesures palliatives, notamment le travail en ligne, ont permis de considérablement faire avancer les activités pour aboutir à des résultats satisfaisants tel qu’exposé dans le tableau ci-dessous.

Au cours de cette période de crise sanitaire, il a été plus que jamais révélé, l’importance de croissance de la demande en énergies en RDC, face à une capacité d’offre déjà faible. La situation des ménages, notamment pour la cuisson, est particulièrement inquiétante, avec la flambée du prix du charbon de bois, qui pourrait inciter à un accroissement de l’offre et donc à l’augmentation de la destruction du couvert forestier. Cet état de fait met l’énergie au centre de l’attention du politique et pourrait être un avantage au profit du programme, notamment l’accélération de l’élaboration de la politique nationale énergétique et de la stratégie de cuisson propre en RDC.

Ce rapport dresse les accomplissements du programme conjoint production et consommation durable et substitution partielle au bois-énergie au titre de l’année 2020.

# Etat d’avancement des activités prévues dans le PTBA 2020

Tableau 1 - Activités prévues et réalisées, résultats attendus et atteints au bout de la période sous examen (Janvier à décembre 2020).

| **ACTIVITES Dans le PTA 2020** | **ACTIVITES REALISEES** | **Résultats attendus** | **Résultats atteints** | **Degré de réalisation en %** | **Sources de vérification** | **En cas d’une réalisation ≤ à 100%, activités prévues pour plus tard/ou commentaires** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Le gouvernement de la RDC et les consommateurs comprennent l’importance des combustibles propres et foyers améliorés, et disposent des compétences et connaissances nécessaires pour créer un environnement favorable au développement du marché de ces produits** |
| **Produit 1.1 Des analyses approfondies de la production et de la consommation en énergie de cuisson, dont le bois-énergie, sont réalisées et informent les programmes CAFI** |
| 1.1.1a | Réalisation des guides méthodologiques (études bois-Energie) (En cours de réalisation) | le guide méthodologique a été élaboré et sert actuellement à la collecte & analyse de données sur toutes les études bois-énergies supportées par le programme (donc en cours d'application sur le terrain).  | guide méthodologique disponible et appliqué. | guide méthodologique disponible et appliqué. | 100 | Rapport  |  |
| 1.1.1b | Réalisation de la baseline + Demande potentielle | Etude de la consommation en énergiesdomestiques des ménages de la ville de Kinshasa, Lubumbashi et Bukavu | Etude de la consommation en énergiesdomestiques des ménages de la ville de Kinshasa, Lubumbashi, Bukavu et Goma disponibles | Etude de la consommation en énergiesdomestiques des ménages de la ville de Kinshasa, Lubumbashi et Bukavu disponibles | 100 | Rapport  | Les deux activités ont été conduite simultanément  |
| 1.1.1c | Analyse de la demande actuelle en énergie |
| 1.1.1d | Analyse des marchés et des filières pour les villes cibles du Programme (Ville de Kinshasa, Lubumbashi en priorité)  | la méthodologie de collecte et d'analyse des données de la chaîne de valeur du bois énergie et le GPL | Etudes des marchés et des filières pour Kinshasa, Lubumbashi, Bukavu et Goma disponible | Etudes des marchés et des filières pour Kinshasa, Lubumbashi, Bukavu et Goma sont disponibles. | 100 | Rapport | Les enquêtes ont été réalisées dans les 4 villes (Kinshasa, Lubumbashi, Bukavu et Goma). Les bases des données sont en cours d'apurement et d’analyse. Les rapports sont attendus d’ici fin janvier 2021. |
| 1.1.1e | Analyse des flux Lancer les études | Les points d’entrée (par la route, port) du bois énergie (charbon, bois de chauffe à Kinshasa ont été identifiés.  | Etude de flux du bois-énergie de Kinshasa et Lubumbashi disponibles | les points d’entrée importants dans les villes de Kinshasa et Lubumbashi ont été identifiés lors des études de références réalisées (enquêtes ménages).  | 50% | Rapport de consommation des ménages de Kinshasa et de Lubumbashi | Cette étude sera complétée cette année avec les études de sites de production pour compléter les informations disponibles déjà lors des enquêtes ménages .  |
| 1.1.2 | Réaliser une étude de modélisation de l’impact du GPL (GLGPL/PNUD) | Signature d’accord avec GLPGP en avril 2020Mise en place de l’équipe au sein de GLPGPEnquête pour la collecte de données primaires réalisées ainsi que la méthodologie d’étude d’impact du déploiement du GPL sur l’économie, l’environnement la santé, y compris le genre, a été élaborée et présentée aux parties prenantes | une étude de modélisation de l’impact du GPL disponible | Signature d’accord avec GLPGP en avril 2020Mise en place de l’équipe au sein de GLPGPNote méthodologique au 1er décembre 2020 | 70% | Document de méthodologie contrat | Après signature du contrat par les experts, ces derniers ont présenté la note méthodologique au programme au 1er décembre 2020. Le rapport sera présenté dans le premier trimestre 2021 |
| **Produit 1.2 : Le potentiel REDD+ lié au secteur de la micro-hydro (MCH) est étudié et évalué** |
| 1.2.1.6 | Elaboration du plan de développement et de mise en œuvre par le consultant | Les TDR du consultant ont été élaborés attendant les résultats des études de faisabilité pour être publié | plan dedéveloppement et de mise enœuvre d’une MCH | aucun | 0% | N/A | Cette activité dépend des études de faisabilité technique ci-dessous |
| 1.2.2 | Etudes de faisabilité sur 3 sites pilotes de la zone d’intervention de REDD+, pré-identifiés dans Atlas | Deux cabinets RISEF et AGCE ont été recruté pour conduire les études de faisabilité de 4 sites (Bas-Uélé, Haut-Uélé, Ituri et Tshopo). Les études sont en cours de réalisation | Études de faisabilité technique, d’impacts sociaux et environnementaux préliminaires de 4 sites sélectionnés | Les firmes ont été recrutées pour les études de faisabilité | 30% | Publication de l’appel d’offre contrat de la firme | Cette activité a connu un retard dans le processus, finalement nous avons les firmes devant mener ces études. Les résultats sont attendus en juin 2021 |
| 1.2.2.2 | Recrutement d'un consultant pour élaborer le dossier d'appel d'offres (DAO) | Pas d’activité conduite, en attente des résultats préliminaires des études de faisabilité ci-dessus et du choix du site à construire | document d'appel d'offres (DAO) lancé | aucun | 0% | N/A | Cette activité dépend des études de faisabilité technique ci-dessus |
| 1.2.2.3 | Validation du document d'appel d'offres (DAO) | L’activité sera faite une fois le DAO élaboré | document d'appel d'offres (DAO) lancé | aucun | 0% | N/A | Cette activité dépend des études de faisabilité technique ci-dessus |
| 1.2.2.4 | Recrutement des firmes pour la construction de la Centrale et du Réseau de distribution par appel d'offres  | Pas d’activité conduite, en attente des résultats des études de faisabilité ci-dessus et du choix du site à construire | document d'appel d'offres (DAO) lancé | aucun | 0% | N/A | Cette activité dépend des études de faisabilité technique ci-dessus |
| **Produit 1.3. : Le leadership politique et des institutions techniques sont renforcés pour engager la RDC sur le chemin de sa transition énergétique vers la cuisson propre et créer un environnement favorable au marché tout en protégeant les consommateurs** |
| 1.3.1 | Renforcer les capacités du gouvernement sur les divers éléments clés relatifs aux énergies et réchauds de cuisson propres, et renforcer la représentation des acteurs du secteur | Formateur en place et mission de collecte de données et de besoins de renforcement des capacités effectuée en déc. 2020. Document de projet élaborer pour l’appui à la structuration et formation de l’Alliance Congolaise pour les foyers améliorés et combustibles assimilés (ACFCA)  | Les agences spécialisées du Gouvernement sont formées sur différents modules devant renforcer leur compréhension et engagement en faveur de la cuisson propre en RDC | Le Consultant a été recruté. La mission de démarrage a eu lieu du 7 au 13 décembre 2020.Liste des besoins de renforcement des capacités disponible | 30% | Rapport de mission du consultant. | Activité en cours. Cette activité est pluriannuelle. Elle continuera cette année 2021. |
| 1.3.2 | Renforcer les capacités du gouvernement sur les divers éléments clés relatifs au GPL | Un Conseiller Technique en GPL a été recruté et mis à la disposition du Ministère des hydrocarbures ainsi qu’un directeur pays de GLPGP a été recruté et en poste à Kinshasa pour l’appui-conseil au gouvernement de la RDC | Les capacités dugouvernement sont renforcées sur les diverséléments clés relatifs au GPL | Les experts (conseiller technique et directeur pays) en fonction | 15% | Contrat d’expert  | Le renforcement de capacité est une activité continue qui s’étendra tout au long du programme. |
| **Produit 1.4. :Le cadre légal, politique et règlementaire national portant sur le secteur de l’énergie volet bois énergie, volet GPL et autre source de combustible de substitutions, est opérationnel** |
| 1.4.1 | Renforcer le cadre légal, politique et règlementaire pour les combustibles de substitution (bois-énergie et GPL) | Elaboration d’une feuille de route pour l’élaboration de la politique nationale de l’énergie et la stratégie de cuisson propreMise en route de l’équipe de consultant avec la production des rapports de démarrage.Démarrage de la collecte de données et d’information pour le diagnostic sectoriel en vue de l’élaboration de ladite politique.Elaboration de l’avant-plan directeur du GPL  | Le document de politique nationale en énergie avec un volet cuisson propre, et une stratégie de cuisson propre sont disponibles. | Feuille de route pour l’élaboration de la politique nationale de l’énergie et de stratégie de cuisson propre | 15% | Feuille de route Contrat des consultants recrutés | Activité reportée à fin 2021 sur recommandation du COPIL en sa session du 1er septembre 2020 pour permettre une large consultation des parties prenantes |
| 1.4.2 | Améliorer les capacités du gouvernement à gérer, faire le suivi et à renforcer la règlementation portant sur les combustibles de substitution (Bois-énergie et GPL) | Elaboration d’un Plan de route de la réglementationde la distribution de GPL Echanges constants entre le partenaire GLPGP et le Ministère des hydrocarbures pour définir les orientations clés et les étapes de rédaction. Constitution d’une équipe d’experts au sein du Ministère des hydrocarbures pour la coordination et le pilotage de la rédaction des textes réglementaires sur le GPL | Les capacités dugouvernement sont renforcées sur les diverséléments clés relatifs au GPL | Plan de la réglementationde la distribution de GPL | 15% | Document du Plan/ feuille de route de la réglementationde la distribution de GPL Compte rendu de réunions  | La mobilisation des partenaires et marketeur a pris du temps. Cette activité sera complétée en 2021 |
| **Produit 1.5. :Une stratégie de communication multi-acteurs et multisectorielle est conçue, de manière participative pour répondre aux besoins spécifiques de chaque groupe, et est déployée** |
| 1.5.1 | Mener les compagnes nationales dans les médias pour augmenter la connaissance de la population sur les foyers améliorés et comment identifier les diverses gammes de qualité | Elaboration et validation de la stratégie de communication de marketing social et de changement de comportement | Une stratégie et plan de communication élaborée et mise en œuvre  | La stratégie de communication élaborée par les TDR pour le recrutement de la firme de communication pour la mise en œuvre des activités de communication est élaborée  | 90% | Document de la stratégie de communication. | Le document est en révision pour intégrer les commentaires des parties prenantes. Le document final est attendu en ce premier trimestre 2021.  |
| 1.5.2 | Mener les compagnes de sensibilisation publique pour améliorer la compréhension du GPL et l’aspect de sécurité lié à leur usage | Le partenaire GLPGP contracté pour la mise en œuvre des sensibilisations sur le GPL | Une stratégie de communication sur le GPL est élaborée et mise en œuvre | La stratégie de communication est en cours de validation et sera mise en œuvre très bientôt. | 90% | Document de la stratégie de communication. | La stratégie de comm. intègre les activités de sensibilisation sur le GPL aussi |
| **Effet 2: Le marché local de la cuisson propre (énergies et foyers améliorés) est développé de manière viable et commerciale au travers d’un programme d’incubation** |
| **Produit 2.1. : Les opportunités et les besoins dans le secteur de la cuisson propre ont été identifiés et les acteurs sélectionnés en utilisant un processus de sélection compétitif base sur l’aptitude au marché**  |
| 2.1.1  | Conception et opérationnalisation d'un programme d'incubation compétitif | 2 séances d’incubation ont été réalisées pour présenter les résultats des analyses des capacités des acteurs et tests de cuisson contrôlée des foyers fabriqués et/ou utilisés en RDC et discuter le plan de renforcement de capacité pour améliorer l’industrie de la cuisson propre en RDC. Des séances de travail directes et en ligne ont été organisées avec des partenaires techniques et financiers tels que ELAN RDC/ UKAID, ESSOR/UKAID, PAOP/USAID, CARPE/USAID, GIZ, PIF/Banque Mondiale, WWF/USAID pour présenter le Programme Energie/FONAREDD et explorer les points de collaboration et synergie. Intégration de la cuisson propre dans la riposte COVID-19 du SNU (Système de Nations Unies) et intégré dans le Fonds de défi et Incubation  | * Mise en place d'un mécanisme d'incubation
* Les besoins des entreprises identifiées pour mieux calibrer le fonds à leurs besoins
 | * Mécanisme d'incitation mis en place
* Les points de collaboration et de synergies avec les acteurs intervenants dans les différentes villes ciblées ont été identifiés à travers des séances de travail…

L’appel à manifestation d’intérêt au fonds de défis a été lancé le 25 juin 2020  | 100% | [Documents du Fonds de défis et Incubation](https://www.uncdf.org/fr/article/5769/le-programme-dincubation/fonds-de-dfis-pour-la-cuisson-propre-en-rdc) Rapport de réception des candidatures pour le fonds de défis. | Le comité d’investissement a été formalisé au mois de septembre 2020. |
| 2.1.2 | Sélection des compagnies de cuisson propre les plus prometteuses au travers du programme d'incubation compétitif  | Réception de 122 candidatures.Etablissement officiel d’un comité d’investissement Examen de tous les dossiers de candidature (par l'équipe de gestion du fonds, Examen de la proposition et de la diligence raisonnable par le Comité d’investissement).Réunion du Comité d’Investissement pour les propositions complètes;Approbation par le Conseil d'administration Mondial de UNCDF. |  30 entreprises sont évaluées, 4 sessions de formation organisées pour elles, pour pouvoir sélectionner entre 6 et 10 entreprises | 122 entreprises ont soumis leurs plans d’affaire au fonds de défi44 ont été évaluées, dont 14 furent proposés pour délibération au Comité d’Investissement et 6 ont été approuvées et recommandées pour négociation de contrat pour le premier lot de Fonds de défi3O entreprises sont sélectionnées pour réexamen pour le deuxième lot de Fonds de défi  | 100% | Fiches de présentation des entreprises Fiches de présentation des entreprisesListe des membres du Comité d’investissementRapport d’analyse des entreprisesDocument de Fonds de défisRapport de vérification d’éligibilité, Rapport d’évaluation des dossiers d’entrepriseRapport de vérification de diligenceRapport du Comité d’InvestissementRapport du Comité de PilotageProcès-verbal d’approbation des dossiers de candidatureFiche synthèse des allocations financières et cibles pour le Fonds de défi  | Sur les 122 dossiers reçus, 44 ont été jugés éligibles et sont passés à l’évaluation par l’équipe UNCDF qui a présenté 13 candidatures jugées subventionnables. Sur les 13 dossiers, 6 ont été validés par le comité d’investissement qui s’était réuni le 6 novembre passé.  |
| 2.1.3 | Elaboration d’Accords de partenariat basés sur les résultats | Préparation et lancement Fonds de défis : appel à proposition  | Signer entre 6 et 10 Accords de partenariat basés sur les résultats  | Signature de 5 accords de partenariat basé sur les résultats Première tranche versée aux entreprisesAccords de partenariat pour une allocation financière du Fonds de défi de 682.000 $ et contribution des partenaires de 790.000$. Ces accords vont contribuer à la vente de 64.200 foyers améliorés à charbon de bois et briquettes, 3.000 kit de GPL, 3.500 foyers de cuisson à GPL, 1.425 tonnes de GPL et la création de 53 emplois temps pleins et 401 emplois en temps partiels en villes de Kinshasa, Lubumbashi, Goma, Bukavu | 98% | Accords de partenariat signés par UNCDF et les 5 entreprises.  | Ces accords ont été signés en décembre 2020. |
| **Produit 2:2.: La viabilité du business et le marché durable des partenaires sélectionnés sont améliorés grâce aux services d’assistance technique (AT)** |
| 2.2.1 | Apporter une assistance technique individualisée | 2 ateliers d’incubation réalisés en faveur de 53 entreprises Assistance technique individualisée apportée à 42 entreprises pour évaluation de leurs besoins et élaboration du plan de renforcement de capacité et préparation des applications au fonds de défisAnalyse des tests de cuisson contrôlé sur les foyers de DISTRICOM et BRISOL avec recommandations d’amélioration2 séances réalisées sur le processus d’enregistrement d’une entreprise en RDC | Assistance technique directe pour 20 entreprises (+ un atelier d'incubation pour évaluation de besoins d'entreprises) | * Assistance technique directe à 42 entreprises par des séances individuelles sur les thématiques diverses (enregistrement de l’entreprise, fiscalité, modèle de distribution, paiement en crédit, préparation du plan d’affaires, demande de crédit)
* 2 ateliers d’incubation réalisés
* 3 ASBL à savoir ASEC, REPROFCA et TAD, ont changé de statut et devenues « entreprise dûment enregistrée »

5 entreprises ont amélioré la qualité de leurs foyers améliorés  | 80% | * Rapport de 2 ateliers d’incubation
* Rapport des séances One To One pour assistance individualisée envers les 42 entreprises

Rapport des tests de cuisson contrôlé pour les deux entreprises  | L’Assistance Technique continuera au semestre prochain  |
| 2.2.2  | Renforcer les capacités du secteur au travers d’AT collectif et de l’Académie TERA | Le plan de développement de l’Académie TERA a été élaboré. Les thématiques et modules de formation sont en cours de finalisation. | Assistance technique pour 15 entreprises (pour appuyer les soumissions des programmes d'incubation), | Plan de l’Académie TERA disponible Termes de référence pour 4 séances TERA élaborés et experts en cours de recrutementUne séance d’Académie TERA sur 3 prévues a été organisée à l’intention de 26 entreprises autour de l’innovation,  | 50% | Plan de développement de l’Académie TERA Termes de référence des 4 séances Académie TERA CV des experts en cours de recrutement pour les séances Académie TERA | Les autres séances TERA vont être organisées au premier trimestre 2021. La mobilisation des experts pour les séances non tenues en 2020 n’a pas été réalisée suite au contexte de COVID 19 |
| 2.2.3 | Faciliter les partenariats entre producteurs et distributeurs pour renforcer les chaines de valeur | Mise en relation des acteurs lors des 2 ateliers d’incubation. | Réseautage entre producteurs et distributeurs de la cuisson propre | 53 entreprises mise en relations lors de l’atelier d’incubation et 26 autres entreprises mises en relations au cours de la séance de mise en relation organisée à Goma | 75% | Rapport d’atelier d’incubationRapport d’atelier de mise en relation des entreprises et incubateurs.Liste de présence  | Deux ateliers d’incubation ont été effectués au premier semestre et un autre vers la du second semestre réunissant les entreprises et les incubateurs.Une séance est reportée pour 2021 suite au contexte de COVID 19 |
| **Produit 2.3.: Des mécanismes de financement pour la cuisson propre sont établis afin de répondre aux besoins de financement durable des entreprises partenaires** |
| 2.3.1 | Mise en place d’un mécanisme de financement dans le cadre du Programme Compétitif d’Incubation (Bois/énergie) | Mise en place du Fonds de défi et IncubationMise en place des instruments de crédit aux entreprises à travers le programme Cleanstart et la Plateforme d’Investissement pour les Pays Les Moins Avancés de UNCDF | Volume des financements engagés / décaissés / décaissés, par type (don, prêts, etc.) et cible (entreprise, ménages, etc.) et Genre ;  Nombre de nouveaux produits financiers énergétiques | * 5 accords de partenariat signés avec ALTECH, BASCONS, BBOXX, BRISOL, DAP ENERGY pour la subvention de 682.000 $ dont la première tranche octroyée à 5 entreprises pour un total de 95.000$

Deux prêts d’une valeur de 650.000$ octroyés à ALTECH ( 350.000$ dont 150.000$ par SIDA BOOSTER, 150.000$ par FMO, 50.000$ par NORAD) et à BBOXX (300.000$ dont 182.000$ par SIDA BOOSTER, 63.500$ par NORAD et 54.500$ par KOICA). Ces prêts sont octroyés par UNCDF à partir du Programme Cleanstart et du programme LDCIP | 100% | 5 Accords de partenariat signés avec ALTECH, BASCONS, BBOXX, BRISOL, DAP ENERGYAccusé réception de première tranche de subvention2 Accords de prêt de ALTECH et BBOXXAccusé de réception des prêts  | Le deuxième lot de subvention pour un montant de 518.000$ prévu pour décaissement au premier semestre de 2021  |
| 2.3.2 | Identification et sélection d’institutions financières locales pour le développement de produits financiers innovants d’accès ou diriger les accords de prêt avec les partenaires | Signature de partenariat avec GLPGP pour lancer la phase pilote de développement de marché de GPL à travers le mécanisme de microfinance en faveur des ménages et institutions de la ville de Kinshasa.Recrutement de l’expert en Microfinance Harmonisation de la méthodologie de sélection des institutions de Microfinance ainsi que le déroulement de la phase pilote pour l’année 2020 entre GLPGP et l’équipe du Programme. La sélection des institutions financières a commencé. - EQUITY BANK et FINCA ont été identifiés. L’accord est déjà signé avec EQUITYL’identification des zones d’intervention pour la phase pilote est faite avec EQUITY et COETE GAZ  | 1 Comité de pilotage microfinance mis en place pour 250 ménages | Signature d’un accord de partenariat avec GLPGP Un Expert en Microfinance recrutéMéthodologie de la phase pilote Microfinance établie et harmoniséeAccord Tripartite entre GLPGP-EQUITY BANK et COETE GAZ Accord Tripartite en cours de négociation entre GLPGP-FINCA et SOGAZ Formation des agents de EQUITY et COETE GAZ organisée | 80%  | Accord de partenariat signé entre GLPGP et UNCDFRapport du plan pour l’intervention pilote sur la Microfinance établi | Lancement de la phase pilote de 250 ménages au premier trimestre 2021  |
| **Gestion et coordination d’ensemble du programme (axe transversal)** |
| Unité de gestion du programme (All team) | Le coordonnateur, l'expert énergie, l'expert en suivi et évaluation, l’analyste financier ainsi que le logisticien sont recrutés.Tenue du COPIL le 2 mars et le 1er septembre 2020 | L’unité de gestion du programme est opérationnelleCOPIL est tenue et le PTAB 2020 approuvé | La mise en œuvre du programme est rendue facile grâce à la mise en place de l’ensemble de l’unité de gestion du programme. COPIL tenu et PTBA adopté | 80% | Les staffs recrutés sont identifiables :le coordonnateur : Kouadio Ngoran l'expert énergie : Yves Zawadil'expert en suivi et évaluation : Patient Kambalel’analyste financière: Lorraine Ngbandale logisticien Joël Mugisho le chauffeur : Célestin IlungaRapport du COPIL  |  |

# Etat d’avancement des résultats du Programme

Tableau 2 : Etat d’avancement des résultats du programme à la date du 30 juin 2020

| **Outcomes et Outputs**  | **Indicateurs** | **Baseline** | **Cibles** | **Résultats** | **Commentaires** | **Ajustement de la cible (cas échéant)** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Valeur** | **Année** | **Source** | **2019** | **2020** | **2019** | **2020** |  |  |
| Impact : La déforestation stabilisée et les émissions de gaz à effet de serre liés à la production consommation énergétique de cuisson, y compris le bois sont réduites.  | 1. Taux (en %) de réduction des pertes de forêt due à la production de bois-énergie (%) |  |  | Rapports DIAF/SNSF |  |  | 0% |  | La valeur de base pour cet indicateur sera renseignée avec le concours du système national de surveillance des forêts. Et la cible finale sera mesurée à la fin du programme. |  |
| 2. Volume des émissions de GES liées à la production et la consommation énergétique de cuisson |  |  | Etudes de référence bois-énergie et GPL réalisées faite par CIRAD |  |  | 0 |  | L’indicateur sera enseigné dans les études de la filière bois-énergie qui est toujours en cours. |  |
| 3. Taux de réduction des dépenses des ménages liées à l’énergie de cuisson dans les zones cibles | Kin 13%Lub 10%Bukavu 17%Goma 20% | 2020 | Etudes de référence bois-énergie et GPL réalisées par CIRAD |  |  | 0% | Kin 13%Lub 10%Bukavu 17%Goma 20% | Les études de baseline de fin de programme nous donneront les taux de réduction globale. Nous l’avons aussi désagrégée pour voir la comparaison entre les différentes villes où sont exécutées les activités. |  |
| Outcome 1 : Le gouvernement de la RDC et les consommateurs comprennent l’importance des combustibles propres et foyers améliorés | 1. Existence d’un mécanisme de coordination sur les énergies | 0 | 2020 | Rapport annuel d’activités du mécanisme de coordination du secteur ; Rapports de réunion | 1 | 1 | 0 | 0 | Un projet d’appui à la formation et restructuration de l’alliance congolaise pour les FA a été finalisé et sera mise en œuvre en 2021. Il y aura un groupe de travail FA et un autre sur le GPL qui seront établis  |  |
| 2. Pourcentage de personnes supplémentaires ayant une compréhension des bénéfices de la cuisson propre (groupé par type d’énergie/foyer, catég. d’utilisateurs et Genre) dans les zones cibles |  | 2020 | Rapports d’enquête ou études de référence | 10% | 30% | 0 | 0 | Ceci sera la conséquence des messages des communications sociales pour le changement des comportements dont le programme est au niveau du recrutement de la firme pour la mise en œuvre de la stratégie de communication validée en fin d’année. |  |
| Output n°1.1 :Les programmes CAFI sont informés par des analyses approfondies de la production et de la consommation en énergie de cuisson, y compris le bois-énergie | 1.1.1 Nombre d’Études bois-énergie et GPL réalisées permettant d’orienter l’action technique et politique (plaidoyer, politique, incubateur) |  | 2020 | Rapports d’enquête de l’étude de référence | 1 | 1 | 0 | 1 | Les études ont été effectuées. |  |
| 1.1.2 Existence d’un Cadre fonctionnel de suivi du secteur bois-énergie/consommation énergie de cuisson |  | 2020 | Rapport d’étude sur la mise en place du cadre de suivi, Compte rendu des réunions du cadre de suivi | 1 | 0 | 0 | 0 | La mise en place de ce cadre n’a pas été possible il sera aligné avec la stratégie de cuisson propre en cours de préparation et dont le livrable est attendu en 2021  |   |
| 1.2Le potentiel REDD+ lié au secteur de la micro-hydro (MCH) est étudié et évalué | 1.2.1 Nombre d’études de faisabilité réalisées sur le potentiel des MCH | 0 | 2020 | Rapports d’études de faisabilité, rapport d’activité | 2 | 2 | 0 | 0 | 2 firmes sont recrutées pour ces études qui sont déjà en cours et les résultats sont attendu d’ici à juin 2021 |  |
| 1.2.2 Nombre de sites de MCH construits | 0 | 2020 | Rapport d’activités, Photos géoréférencées des sites de construction | 1 | 0 | 0 | 0 | Ce sont les études qui nous permettront de réaliser cet indicateur.  |  |
|  1.2.3 Nombre de ménages ruraux supplémentaires disposant d’électricité issue des MCH | 0 | 2020 | Rapports activités programmes | 0 | 4000 | 0 | 0 |  Une fois le MCH construit et entré en service, nous pourrons avoir les ménages disposant de l’électricité.  |   |
| Output 1.3 :Le leadership politique et les institutions techniques sont renforcés pour engager la RDC sur le chemin de sa transition énergétique vers la cuisson propre et créer un environnement favorable au marché tout en protégeant les consommateurs  | 1.3.1. Nombre d’acteurs, publics et privés, formés sur la problématique des énergies propres de cuisson (bois-énergie, GPL, etc.) désagrégés par genre | 0 | 2020 | Rapports de formation, liste de présence | 40 | 40 | 0 | 10 du Min. Hydro4 du secteur privé | Deux sessions de formations ont été effectués en novembre et décembre un pour la réglementation et le Pré-master plan;  |  |
|  1.3.2. Nombre de voyages d’échanges et d’études réalisées sur les énergies propres de cuisson, désagrégées par type (bois-énergie, GPL, etc.) | 0 | 2020 | Rapports de mission, compte rendu des visites d’échange | 2 | 2 | 0 | 0 |  Les voyages d’échange aussi commenceront une fois la situation sanitaire maîtrisée. Nous envisageons de faire des rencontres et discussions entre les pays en ligne en prenant soin de bien préparer les équipes en avance |   |
| 1.3.3. Nombre de groupe inclusif de travail « Énergie de cuisson » fonctionnel | 1 | 2020 | Rapport annuel d’activités du réseauStatuts des groupes de travail ; Rapports de réunion | 2 | 2 | 0 | 0 | Le programme va ajouter le groupe GPL comme celui des foyers améliorés existe déjà. |  |
| 1.3.4. Nombre de projets d’investissement en appui au GPL développé |  |  | MOU GLPGP-gouvernement ; Rapports d’études | 1 | 1 | 0 | 0 | Cette activité n’a pu être réalisée, elle suivra le plan directeur et les réglementations.  |  |
| Output 1.4Le cadre légal, politique et réglementaire national portant sur le secteur de l’énergie volet bois énergie, volet GPL et autre source de combustible de substitutions, est opérationnel | 1.4.1. Existence d’une Politique du sous-secteur bois-énergie (et cuisson propre) validée par les parties prenantes et assortie d’instruments de mise en œuvre | 0 | 2020 | Document de politique du sous-secteur bois énergie, Rapports activités programme, Compte rendu des différents processus de consultation | Draft de la politique sous-secteur bois-énergie | Draft de la politique sous-secteur bois-énergie | 0 | 0 | Comme cible pour cette année, le programme compte finir le draft de la politique qu’il présentera au ministère de tutelle à la fin du premier trimestre 2021. |  |
| 1.4.2 Nombre de personnes (secteur public, secteur privé, société civile) impliquées dans les concertations pour l’élaboration et la mise en œuvre des réformes du secteur des énergies de cuisson (bois-énergie, GPL, etc.) désagrégé par genre | 0 | 2020 | Compte rendu des ateliers de concertation, listes de présence des participants | 50 |  | 0 | 50 | Au fur et à mesure que les ateliers se dérouleront, nous documenterons cet indicateur. |  |
| 1.4.3 Nombre de textes légaux et réglementaires, procédures administratives (i) rédigés (ii) présentés à consultation publique (iii) promulgué sur la gestion du sous-secteur GPL | 0 | 2020 | Rapports des ateliers, Journal Officiel (JO) | Drafts de textes légaux et réglementaires de gestion du sous-secteur GPL | Drafts de textes légaux et règlementaires de gestion du sous-secteur GPL | 0 | 0 | Pré-plan directeur du GPL et la feuille de route pour les textes réglementaires. Ces documents sont attendus en 2021 |  |
| Output 1.5Une stratégie de communication multi-acteurs et multisectorielle est conçue, de manière participative pour répondre aux besoins spécifiques de chaque groupe, et est déployée | 1.5.1 Existence d’une stratégie de marketing, pour les énergies de cuisson propres, basée sur le changement des comportements | 0 | 2020 | Document de stratégie marketing, Rapports activités programme | 1 | 0 | 1 | 1 | Le programme a recruté la firme qui a conçu la stratégie globale de communication sociale pour les changements des comportements. La finalisation de la stratégie est en cours et sera présentée aux parties prenantes en début du mois de janvier 2021. |  |
| 1.5.2 Nombre de personnes sensibilisées sur les énergies de cuisson propres (y compris bois-énergie et GPL) par type d’acteur et par genre (consommateurs, producteurs, acteurs publics, etc.) | Inconnue | 2020 | Rapports d’enquête ou études de référence |  |  | 0 | 0 | Sera renseigné une fois les campagnes des CCC lancées pour voir l’impact des sensibilisations. |  |
| Outcome 2 : Un marché local, économiquement viable, de production et de commercialisation d’énergie propre de cuisson (foyers améliorés et GPL) est développé | 1. Nombre de nouveaux ménages utilisant les foyers améliorés comme source de cuisson dans les zones cibles | Kinshasa 108Lubumbashi 4Bukavu 327Goma 335 | 2020 | Etudes de référence bois-énergie et GPL réalisées faite par CIRAD |  |  | 0 | Kinshasa 17154Lubumbashi 2880Bukavu 4465Goma 5360 | Nous mesurerons encore cet indicateur à mi-parcours. |  |
| 2. Nombre de ménages utilisant le GPL comme source de cuisson principale ou secondaire dans les zones cibles | Kinshasa 29Lubumbashi 18Bukavu 4Goma 36 | 2020 | Etudes de référence bois-énergie et GPL réalisées faite par CIRAD |  |  | 0 | Kinshasa 3007Lubumbashi Bukavu Goma 924 | Nous mesurerons encore cet indicateur à mi-parcours |  |
| 3. Proportion de la population de la RDC utilisant les sources d’énergie propre pour la cuisson, dans les zones cibles | Kinshasa 68%Lubumbashi 26%Bukavu 16%Goma 22,2% | 2020 | Etudes de référence bois-énergie et GPL réalisées faite par CIRAD |  |  | 0 |  Kinshasa 0,89%Lubumbashi 0,38%Bukavu 0,49%Goma 0,31% | C’est le nombre de ménages ayant utilisés à la fois les FA et le Gaz ramené à la population totale[[4]](#footnote-4) des zones du programme avec en moyenne 5,2 personnes/ménage[[5]](#footnote-5).Ces valeurs ne tienne pas compte des populations utilisant l’électricité issue de la SNEL, qui est essentiellement de l’hydroélectricité |   |
| 4. Nombre d’emplois directs et indirects créés |  |  |  | 79/100 | 52/74 | 0 | 190 emplois direct dont 94 femmes. | 53 emplois directs401 emplois indirectsSont escomptés dans le cadre des financements octroyés sous le fonds de défi à l’horizon 2022 |  |
| Output n°2.1 : Les opportunités et les besoins dans le secteur de la cuisson propre ont été identifiés et les acteurs sélectionnés en utilisant un processus de sélection compétitif basé sur l’aptitude au marché | 2.1.1. Existence d’un mécanisme d’incubation des entreprises du secteur des FA, validé | 0 | 2019 | L’équipe du programme avec tous les consultants ayant été impliqués dans le processus. | 1 | 1 | 1 | 1 | Le mécanisme a déjà été validé. |  |
|  2.1.2. Nombre d’entreprises de cuisson propre (producteurs et distributeurs) sélectionnées et évaluées par type (bois-énergie/GPL) | Kinshasa 12 (2GPL)Lubumbashi 5 (1GPL)Goma 13 (3GPL)Bukavu 3 (1GPL) | 2019 | Etude du marché effectué par le programme | 24/10 | 16/6 | 0 | 46 |  Les entreprises évaluées l’ont été lors de l’étude du marché effectué par le programme conjoint en 2019.  |   |
| 2.1.3. Nombre d’accords de partenariat signé avec les entreprises de cuisson propre | 0 | 2020 |  | 5 | 3 | 0 | 5 | Ces accords sont les résultats de la première fenêtre du fonds de défis.  |  |
| Output n° 2.2La viabilité du business et le marché durable des partenaires sélectionnés sont améliorés grâce aux services d’assistance technique (AT) | 2.2.1 Nombre de personnes bénéficiant de l’assistance technique directe & collective fournie (par type) | 0 | 2020 |  | 101/19 | 29/67 | 0 | 184 | Pour les 46 entreprises, environ 4 staffs ce qui nous donne 184 personnes ayant bénéficié de l’assistance technique. |  |
| 2.2.2. Taux d’augmentation des ventes de partenaires du projet | 0% | 2020 |  | 10% | 20% | 0 | 0 | L’indicateur sera renseigné à partir de l’évaluation mi-parcours. Nous comparerons les ventes actuelles des acteurs avec celles qu’ils seront en train de fournir sur le marché.  |  |
| 2.2.3 Nombre de foyers améliorés disséminés |  |  |  | 2 500 | 7700 | 0 | 29 859 | L’appui du programme aux entreprises a permis de réaliser directement ou indirectement ces ventes. Par ailleurs, avec le financement du fonds de défi, nous comptabiliseront plus de FA (64,200) au cours de l’année 2021  |  |
| Output n° 2.3Des mécanismes de financement pour la cuisson propre sont établis afin de répondre aux besoins de financement durable des entreprises partenaires | 2.3.1. Volume des financements engagés / décaissés / décaissés, par type (don, prêts, etc.) et cible (entreprise, ménages, etc.) et Genre | 0 | 2020 |  | 6 subv.2 prêts | 12 subv.4 prêts | 0 | 5 subv. 2 prêts | Des entreprises ont leurs dossiers éligibles et seront financé au cours de l’année 2021 |  |
| 2.3.2. Nombre de nouveaux produits financiers énergétiques créés |  |  |  | 2 | 1 | 0 | 2 | Le crédit de UNCDF ainsi que celui d’EQUITY  |  |

*.*

# Contribution du programme à l’atteinte des Indicateurs harmonisés FONAREDD-CAFI

Tableau 3 - Progrès vers les indicateurs CAFI couverts par le programme.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateur révisé | Ligne de base en RDC (ou date à laquelle elle sera renseignée) | Cible (LOI ou programme approuvé)  | Fréquence de reporting  | Progrès réalisé |
| Effet 1 : Le gouvernement de la RDC et les consommateurs comprennent l’importance des combustibles propres et foyers améliorés |
| Indicateur 1. Existence d’un mécanisme de coordination sur les énergies | Draft des documents de base du mécanisme de coordination (2020) | 1 mécanisme avec 2 groupes dont le GPL + autres secteurs cuisson propre | Annuel |   |
| Indicateur 2. Pourcentage de personnes supplémentaires ayant une compréhension des bénéfices de la cuisson propre (groupé par type d’énergie/foyer, catég. d’utilisateur et Genre) dans les zones cibles | 2020 |  30% |  Début et fin programme  | Cette valeur sera déterminée après les études de fin. |
| Produit 1.1 : Les programmes CAFI sont informés par des analyses approfondies de la production et de la consommation en énergie de cuisson, y compris le bois-énergie |
| Indicateur 1.1.1 Nombre d’Études bois-énergie et GPL réalisées permettant d’orienter l’action technique et politique (plaidoyer, politique, incubateur) | Études anciennes et incomplètes | 2 études exhaustives sur bois énergie et GPL | Données disponibles pour début et fin programme | La première étude a pris fin. La seconde sera effective à partir de janvier 2021. |
| Indicateur 1.1.2 Existence d’un Cadre fonctionnel de suivi du secteur bois-énergie/consommation énergie de cuisson | Cadre de suivi du secteur Bois-énergie inexistant (2020) | Cadre de suivi du secteur bois-énergie mis en place avec des outils de suivi validés | Annuel  | Les travaux de mise en place de ce cadre seront amorcés après les études de base. Ce cadre sera donc établi en 2021. |
| Effet 2 : Un marché local, économiquement viable, de production et de commercialisation d’énergie propre de cuisson (foyers améliorés et GPL) est développé |
| Indicateur 1. Nombre de nouveaux ménages utilisant les foyers améliorés comme source de cuisson dans les zones cibles | Kinshasa 108Lubumbashi 4 Bukavu 327Goma 335(2020) | A déterminer | Début et fin programme |  |
| Indicateur 2. Nombre de ménages utilisant le GPL comme source de cuisson principale ou secondaire dans les zones cibles | Kinshasa 29 Lubumbashi 18 Bukavu 4Goma 36 (2020) | A déterminer | Début et fin programme |  |
| Indicateur 3. Proportion de la population de la RDC utilisant les sources d’énergie propre pour la cuisson, dans les zones cibles | Kinshasa 68% Lubumbashi 26%Bukavu 16%Goma 22,2% | A déterminer | Début et fin programme |  |
| Indicateur 4. Nombre d’emplois directs et indirects créés | 0 (2020) | 131/184 | Début et fin programme | Il sera déterminé à partir 2021 avec les entreprises ayant obtenu les subventions par les fonds de défis. |
| Produit 2.2 La viabilité du business et le marché durable des partenaires sélectionnés sont améliorés grâce aux services d’assistance technique (AT) |
| Indicateur 2.2.3 Nombre de foyers améliorés disséminés | 0 (2020) | 7700 | Annuelle | Les ventes des entreprises nous renseigneront sur cet indicateur.  |

Les perspectives décrites dans le tableau ci-dessus montrent un bon progrès du programme. En effet, la plupart des mécanismes devant permettre l’atteinte des jalons CAFI ont été mis en place notamment le fonds de défi qui a octroyé les premiers fonds à hauteur de USD 682,000 aux entreprises pour la promotion des foyers améliorés et le GPL. Néanmoins, l’appui du programme aux entreprises a permis de réaliser directement ou indirectement 29 859 ventes de foyers améliorés. Il est attendus une distribution directe de 64,200 de foyers améliorés au cours d’ici à 2022 par les entreprises sous le fonds de défi.

# Contribution du programme à l’atteinte des jalons de la Lettre d’intention

Tableau 4 - Progrès vers les Jalons de la LOI

|  |
| --- |
| **Période de Janvier à décembre 2020** |
| **N°** | **Descriptif du Jalon** | **Objectifs** | **Progrès accomplis**  | **Points d’attention particulière** | **Solutions proposées** |
| **1** | jalon 2018 (1) | Réaliser les études de faisabilité sur les énergies de substitution au bois-énergie | Réalisé à travers les analyses abondantes fournies dans le document du programme, en plus de l’atlas des énergies renouvelables déjà produit par la RDC avec l’appui du PNUD | RAS | N/A |
| **2** | jalon 2018 (2) | Réalisation des études de référence dans les zones cibles par les programmes intégrés sur la production, la consommation et l’efficacité énergétique dans l’utilisation de la ressource «bois-énergie» | Les études de référence ont été entièrement réalisées à Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Bukavu. | Il reste la présentation des résultats et la formation des animateurs de PIREDD-O | les besoins en formations des PIREDD-O ont été sollicités. |
| 3 | Jalons 2020 (1) | Réviser la politique énergétique en y incluant le volet « bois-énergie » | une feuille de route pour l’élaboration de la politique nationale de l’énergie et la stratégie de cuisson propre élaborée et validéeMise en route de l’équipe de consultant avec la production des rapports de démarrage.Démarrage de la collecte de données et d’information pour le diagnostic sectoriel en vue de l’élaboration de ladite politique. | Il n’existe pas de politique nationale d’énergie. En revanche, il existe une politique du sous-secteur de l’électricité seulement. Le délai de ce jalon est passé.  | Le Ministère a ainsi recommandé qu’une politique nationale soit élaborée avec un volet cuisson propre et une stratégie sur la cuisson propre. Le COPIL a recommandé le report de ce jalon à fin 2021. Une demande officielle a été adressée au SE FONAREDD à cet effet. |
| 4 | jalon 2020 (2) | diffusion et utilisation par 10% des ménages Kinois des foyers améliorés | 29 859 foyers distribués. | Le suivi et évaluation des entreprises partenaires sera renforcé pour la comptabilisation des ventes et distributions | L’opérationnalisation du fonds de défi et des campagnes de communications boosteront la diffusion et l’adoption des foyers améliorés et de kits GPL soit 64 200 (FA) et 1425 (GPL) |

# Exécution financière

1. *Sur les transferts reçus, indiquer le niveau de décaissement global ainsi que le niveau de décaissement annuel en incluant le budget prévisionnel pour l’année et le décaissement effectif.*

Tableau 5 - Taux de delivery du Programme.



\*La colonne (c ) relève l'utilisation des ressources au 31 décembre 2020.

Activité 1.1. Dépassement de 2%. Du fait de l'évolution des activités des partenaires, un réaménagement du budget a dû être fait afin de combiner certaines activités de collecte de données. Cela n'a pas d'impact sur l'enveloppe globale des contrats signés avec ces partenaires.

Activité 1.2. Volet MCH. Il s'agit de la signature des 2 contrats de réalisation d'études de faisabilité dont le budget estimé dans le PTA était en dessous des offres retenues.

1. *Lister les ALE ou PLE avec lesquelles des contrats ont été signés, indiquer la thématique, la responsabilité et le budget assigné à chacune d’elle. Si les procédures de l’agence le permettent, joindre une copie du contrat.*

Tableau 6 - suivi des contrats des ALE/PLE.

**Non applicable**

*c) Fournir des informations sur la gestion financière, l’approvisionnement et les ressources humaines (si applicable) :*

En termes d’approvisionnement, les dépenses actuelles sont en lien avec les prévisions. Toutes les acquisitions pour la 1ère phase du projet ont été réalisées.

En termes de ressources humaines, toute l’équipe de projet est recrutée.

Certaines dépenses du projet ont connu du retard du fait du COVID19 (plus de détails sont donnés dans le narratif du présent rapport).

*d) Indiquer si le programme REDD+ a mobilisé des ressources supplémentaires ou des interventions d’autres partenaires*

Dans le volet développement de la politique énergétique, le programme s’est rapproché du Secrétariat Général à l’Energie qui a mis ensemble tous les partenaires qui travaillent sur la question afin de mutualiser les efforts et les ressources pour l’élaboration de ladite politique.

En complément de l’appui fourni par le programme, 650.000$ ont été mobilisés sous forme de prêts pour les entreprises ALTECH et BBOXX auprès de SIDA, BOOSTER, FMO, NORAD et KOICA. Ces prêts sont octroyés par UNCDF à partir du Programme Cleanstart et du programme LDCIP avec la contribution de l’équipe du programme.

*e)*  *Indiquer s’il y a eu des audits et quels sont leurs résultats ; si la politique de l’agence le permet, joindre le rapport d’audit en annexe ;*

Pas d’audit à ce jour. Cependant, en raison de l’importance du portefeuille, le programme pourrait être sélectionné parmi les projets DIM à auditer en 2021 (audit programme). Cette sélection est faite par le Bureau d’audit et d’investigation (OAI) du PNUD et ne dépend pas du bureau pays.

*f) Veuillez indiquer des éventuelles révisions au budget du programme*

En raison de la COVID19, le programme a revu ses ambitions de delivery 2020 à la baisse (-862 791,08 USD soit - 315 722 par UNCDF et – 547, 069.08 par PNUD).

*g) Analyse du coût du programme de l’exercice suivant le tableau 7.*

*Tableau 7 – Répartition des coûts du programme.*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***N°*** | ***Description*** | ***Montant en USD*** | ***%*** | ***Commentaires*** |
| *1.* | *Activités du programme\** | *2 742 927* | *77.66 %* | *\*Y compris Monitoring* |
| *2.* | *Equipement* |  *106 920* |  *3%* |  |
| *3.* | *Fonctionnement* | *684 430* | *19.30 %* | *\* y compris GMS* |

 *h)* *Indiquer si le compte a été audité ou non pendant la période sous examen. Si oui, mentionner la période et dans la mesure du possible les autres données nécessaires liées à cet audit.*

*NON. Le compte n’a pas été audité pendant la période sous examen.*

# Gestion participative

La mise en œuvre Le programme énergie FONAREDD, au regard de la nature même des activités, repose essentiellement sur une approche participative, avec entre autres, les acteurs du gouvernement (Ministères des ressources hydrauliques et électricité, Environnement, Hydrocarbures, Plan et Financement etc.), de secteur privé (entreprise œuvrant dans les foyers améliorés, le Gaz (SOGAZ, COET GAZ, BBOX etc.), Equity Bank FINCA etc.,) de la société civile (GTCRR, CORAP, ACFAC, ACERD) et de recherche (Université de Kinshasa, Université de Lubumbashi).

Dans ainsi que les études de référence ont été essentiellement basées sur les enquêtes à grand public à Lubumbashi et à Bukavu auprès de plus de 1200 personnes.

Par ailleurs, le programme d’incubation a mené des consultations avec 53 entreprises de foyers améliorés et de gaz (GPL) et partager les résultats des analyses des plateformes telles que le GTCRR, ACFCA, ACERD, REPROFCA, etc. couvrant des centaines d’acteurs individuels et regroupés actifs dans le secteur de cuisson propre en RDC.

L’élaboration de la feuille de route pour la formulation de la politique nationale de l’énergie et la stratégie de cuisson propre enclenchée en avril 2020 a vu la participation de plus de 100 experts nationaux. Par ailleurs, les activités de présentation de l’avant-plan directeur du GPL et de l’étude de la modélisation de l’impact du déploiement du GPL ont impliqué divers experts nationaux des ministères de l’environnement, des ressources hydrauliques et électricité, des hydrocarbures, de la société civile (CORAP, GTCRR, ACFCA), du secteur privé, etc. Cet effort continuera lors des consultations pour sur le diagnostic du secteur.

Le guide méthodologique de consultation produit et disséminé par le GTCRR a été remis à tous les consultants en mission sur le programme pour orienter toutes consultations dans le cadre du processus d’élaboration de la politique énergétique afin d’assurer l’appropriation par l’ensemble des parties prenantes.

# Termes transversaux

## Gouvernance

Le COPIL 2019 du programme s’est tenu le 2 mars 2020, dans les locaux du PNUD avec la participation de 26 membres statutaires. Il a été adopté un budget de USD 3 534 277 au titre de l’année 2020. Une seconde réunion du COPIL s’est tenue le 1er septembre 2020 pour évaluer la mise œuvre à mi-parcours de PTA 2020 et formuler les recommandations idoines pour faire avancer le programme. Un comité d’investissement du fonds de défi de 11 membres a été formellement établi à partir des nominations des membres par les différentes structures.

## Genre

Tableau 8 - Suivi des aspects Genre.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critère** | **Actions prises pour intégrer l’aspect genre** | **Résultats** | **Coût en USD** | **Défis affrontés** |
| Mise en œuvre/Activités | Planification participative et consultative pour la prise de décision Encouragement est toujours fait dans les courriers de sollicitation. | Le comité d’investissement est présidé par une femme du secteur privé.7 membres sur 11 du comité sont des femmes. | 0  | Impossibilité d’influencer la nomination de femmes dans les différents comités sous le programme. Néanmoins, un encouragement est toujours fait dans les courriers de sollicitation.  |
| Améliorer les capacités des femmes à travers leur implication, en tant que consommateurs et ainsi faire progresser leur influence dans la prise de décision | Forte participation des femmes dans les activités de test de cuisson contrôlé (80%) | 4 834,28 | Changer leur croyance est l’un de défis sur lequel les campagnes de sensibilisation pour le changement de comportement pourront travailler très fort. |
| Suivi-évaluation | Le programme a des indicateurs d'objectifs sexo-spécifiques spécifiques, qui comprennent la collecte de données ventilées par sexe | Bon nombre d’indicateurs prennent en compte l’aspect genre que nous suivons de près. | 0 |   |
| Il a aussi un solide mécanisme de suivi et d'évaluation pour opérer et faire progresser l'intégration de la dimension de genre et l'équité sociale. | Dans toutes les évaluations, nous tenons compte des aspects spécifiques liés à l’inclusion du genre pour s’assurer que nous ne laissons rien de côté. | 0 | RAS |

## Peuples Autochtones

Dans le cadre du programme d’incubation et le fonds de défi, toutes les mesures sont prises pour s’assurer du respect des droits des peuples autochtones et de leur implication dans les projets, lorsque cela est possible, notamment dans le prélèvement des matières premières pour la fabrication, distribution des foyers améliorés et autres technologies.

## Autres groupes sociaux (Jeunes, mineurs, etc.)

La considération du genre s’est fortement illustrée pendant cette période de rapportage. Le secteur de la cuisson propre est de nature dominé par les femmes, jeunes tout au long de la chaîne de la filière, ce qui les place au cœur de toutes les activités du programme. C’est dans cette perspective que cette exigence a été faite dans tous les termes de références pour le recrutement des consultants et partenaires de mise en œuvre stratégie. Ainsi, lors des enquêtes menées, 89,3 % des enquêtés sont des femmes à Lubumbashi.

## Respect de normes environnementale et sociale

Les activités conduites à ce jour ne sont pas de nature à impacter directement l’environnement. Toutefois, le PNUD et UNCDF font de la sauvegarde de l’environnement une priorité dans toutes leurs interventions. Les programmes et projets du PNUD respectent les objectifs et exigences des [normes environnementales et sociales (NES)](http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/operations1/undp-social-and-environmental-standards.html). Les NES ont pour but de : a) renforcer les résultats sociaux et environnementaux des projets et programmes du PNUD ; b) éviter des impacts néfastes sur les personnes et l’environnement ; c) minimiser, atténuer et gérer les impacts néfastes dans les cas où il est impossible de les éviter ; d) renforcer les capacités du PNUD et de ses partenaires à gérer les risques sociaux et environnementaux ; et e) assurer une participation complète et effective des parties prenantes, y compris par un mécanisme visant à répondre aux plaintes provenant des personnes affectées par le projet.

## Etude d’impact environnementale et sociale

*Une telle étude a-t-elle été réalisée au cours de ou avant la période sous-examen ?*

NON.

## Mesures prises afin d’assurer le respect de chacune des sauvegardes

Tableau 9 - Suivi des mesures/principes de sauvegardes.

N/A

# Gestion des risques

Tableau 10 - Gestion des risques.

|  |  |
| --- | --- |
| **Identification des risques** | **Traitement du risque** |
| Description du risque | Période d'identification | Catégorie de risque | Action(s) | Responsabilité | Date limite |
| Retard dans l’atteinte des jalons  | Mars-avril | générale  | Révision du PTAB 2020 pour ne se focaliser que sur les activités clés permettant d’atteindre les jalons   | PNUD-UNCDFCIRAD GLPGP | avril 2020  |
|  Non déploiement du partenaire GPLGP en RDC |  Avril -juin |  générale |  Signature d’accord seulement sur les activités possibles à réaliser à distance pour l’année 2020 |  PNUDUNCDFGLPGP |  Avril 2020 |
|  Recrutement d’un coordonnateur des activités du partenaire basé à Kinshasa |  GLPGP |  Juillet 2020 |
| Anticipation sur l’élaboration des documents qui pourront être soumis à consultation une fois les restrictions de réunions présentielles seront assouplies |  GLPGP |  Août 2020 |
| Suspension des missions et organisation de réunions/ateliers |  Avril-juin |  voyage | Organisation de réunion en ligne  |  PNUD-UNCDF |  Avril – jusqu’à nouvel ordre |
| Non prise en compte de certains aspects du bois-énergie à cause de son encrage institutionnel à cheval sur différents Ministères (Environnement, Energie). | Juillet 2020 | institutionnelle | Création d’un cadre de collaboration effective à travers le comité de pilotage politique et le comité technique de processus d’élaboration de la politique nationale de l’énergie et de la stratégie de cuisson propre | PNUD MRHEMEDD | Tout au long du processus politique |
| Faible qualité de livrable sur le GPL | Octobre 2020 | technique | Exiger que les livrables soient absolument soumis à consultation des parties prenantes  | PNUD-UNCDF-GLPGP | Tout au long du contrat |
| Retard des activités sur le volet GPL en cas de suspension de partenariat avec GLPGP | Novembre 2020 | contractuel | Conduite d’un spot check pour vérifier la conformité des opérations du partenaire vis-à-vis des principes des procédures du système des Nations Unies | PNUD-UNCDF | Décembre 2020 – janvier 2021 |

# Illustration narrative spécifique

Sous la période de rapportage, le programme a seulement procédé au recrutement des experts/consultants requis pour la conduite des activités. Toutefois, des activités de grande envergure sont planifiées dans le semestre prochain sur le changement de comportement des populations pour l’adoption des foyers améliorés, le gaz (GPL) et surtout l’élaboration de la politique nationale de l’énergie y compris la stratégie de cuisson propre en RDC. Ces interventions permettront de contribuer à la réussite de processus REDD+ en RDC.

# Modalités de suivi

Le système de suivi et évaluation est animé par l’équipe du Programme, à travers un spécialiste. L’équipe travaille et rend compte à la coordination du programme et bénéficie de l’assistance ainsi que du soutien de l’unité de suivi et évaluation du bureau pays PNUD. Les grandes activités du suivi et évaluation sont : la collecte des données de base au début du programme, suivi du progrès vers les résultats qui se fait selon les fréquences de collecte pour chaque indicateur, les missions de visites conjointes de suivi des activités du programme avec différentes parties prenantes, le Suivi et gestion des risques qui se fait à travers une matrice de gestion des risques au sein du programme, l’apprentissage aussi est programmé pour capturer les connaissances ainsi que toutes les bonnes pratiques liées à l’exécution du programme avec une fréquence annuelle, l’assurance qualité aussi pour chaque année, les revues internes et ajustements chaque semestre, le rapportage du programme, la revue du programme par le comité de pilotage chaque année ainsi que les évaluations externes au début et à la fin du programme pour juger les résultats sur base des 5 critères de l’OCDE à savoir l’efficience, efficacité, pertinence, impact et durabilité.

Pour suivre l’évolution du programme, le Plan de Travail Annuel et le tableau de suivi des indicateurs de performance avec un calendrier sont les outils mis en place. Ces outils nous permettent de suivre de près les activités en nous alertant sur les deadlines à respecter et comment ajuster pour rattraper les retards probables. Pour renseigner les données quantitatives, nous sommes en train de mettre en place une solution en ligne qui sera utilisée par tous les partenaires afin de faciliter leurs transmissions en temps réel.

Le budget annuel 2020 du suivi et évaluation représentent USD 180 00, y compris le personnel de suivi-évaluation soit 5 % du budget annuel. Le montant total alloué aux études de références est estimé à USD 619 004 soit 17,5% du budget annuel.

**Travail des structures de gouvernance :**

* Le Comité de pilotage assure la supervision et fournit la direction stratégique, et dispose d'un pouvoir de décision ;
* La partie nationale participe au mécanisme de gouvernance, par exemple en co-dirigeant le Comité de pilotage. Dans le cas du programme Energie, les agences d’exécution, le FONAREDD, les principaux bailleurs, la société civile et le secteur privé devraient par ailleurs participer à la coordination et la supervision du programme.
* Le PNUD, en tant qu’Agence pivot, est responsable de la coordination d’ensemble des aspects programmatiques, en synergie étroite avec UNCDF et autres partenaires au programme ;
* Le bureau du fonds d’affectation multi partenaires (FAMP), en tant qu’Agent Administratif, est responsable de la gestion financière ;
* Chaque organisation des Nations Unies participante (PNUD, UNCDF) a la responsabilité programmatique et financière des fonds qui lui ont été versés ;

Tableau 11 - Etat d’avancement du plan de suivi du programme.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activité de suivi et évaluation** | **Nombre prévu** | **Nombre réalisé** | **Taux de réalisation** | **Coûts en USD/Budget** | **Résultats et leçons tirées**  |
| Missions de suivi terrain | 9 | 0 | 0% | 72000 | La situation sanitaire actuelle ne nous a pas permis de réaliser ces missions. |
| Réunions | 30 | 8 | 26,6% | 0 | Les réunions du programme se tiennent deux fois par mois, cette année nous avons prévu 4 académies TERA, 4 réunions pour le Fond de défis ainsi que 4 de réunion sur la politique énergétique |
| Rapports | 2 | 2 | 100% | 0 | Rapport semestriel et annuel. |
| Revues techniques | 11 | 0 | 0% | 20 000 | En attente des livrables pour effectuer les revues techniques |
| Evaluations externes | 1 | 0 | 0% | 25 000 | Sera effectué sous instruction du SE FONAREDD  |
| Collecte des données | 4 | 0 | 0% | 11 000 | La récolte des données de routine trimestrielle n’a pas eu lieu à la suite des restrictions de déplacement dues à la pandémie. |
| Tenue du COPIL | 2 | 2 | 100% | 1500 | La première réunion de COPIL nous a permis d’adopter le Plan de Travail Annuel. La seconde nous a permis de faire une revue à mi-parcours des réalisations du PTA. |
| Prise en compte des recommandations du COPIL | 2 | 2 | 100% | 0 | La première a eu lieu après le COPIL d’adoption du PTA ; la seconde après celui de mi-parcours. |
| Réunion de différentes plateformes | 10 | 22 | 220% | 0 | Le programme a pris part à d'autres plateformes du secteur de l'énergie comme: ANSER, ACFCA, ACERD, PTF Energie, etc. |

*N.B. : Veuillez fournir vos éventuelles remarques sur la gouvernance du programme, y compris des défis et leçons apprises.*

# Révisions programmatiques (le cas échéant)

Avec la pandémie du COVID-19, des mesures ont été prises au niveau des Organisations des Nations Unies y compris le PNUD et l’UNCDF. C’est dans ce cadre qu’une révision interne des plans de travail budgétaires a eu lieu pour se rapprocher le plus de la capacité réelle de décaissement. Ainsi, les activités programmées pour 2020 ont été révisées avec une incidence budgétaire de USD -862 791,08. Le PTA Révisé est joint en Annexe. Cependant, pour le besoin de ce rapport, nous rapportons sur le budget approuvé au COPIL du 02 mars 2020.

# Auto-évaluation du programme

*Sur la base des critères de performance mis à disposition par le Secrétariat Exécutif du FONAREDD merci de bien vouloir passer en revue l’évaluation de votre programme pour la période sous-examen.*

Critères non encore mis à la disposition du programme par le SE FONAREDD.

# Difficultés rencontrées et mesures prises

Les difficultés majeures rencontrées sont l’impossibilité de conduire les enquêtes terrain entre mars et août 2020 pour la finalisation des études de référence avec les restrictions de voyages internationaux et nationaux du fait de la pandémie de COVID19. Ces restrictions n’ont pas parmi à GPLGP de se rendre à Kinshasa pour la conduite des activités sur le GPL à temps. Il faut souligner aussi l’impossibilité d’organiser des ateliers ou consultations sur l’élaboration de la politique nationale énergétique de la RDC pendant la même période.

Les mesures prises sont la révision du plan de travail d’abord avec les partenaires de mise en œuvre (CIRAD/GLPGP) ensuite le plan de travail général du programme en tenant compte des risques causés par la maladie. De plus, toutes les réunions ont été organisées en ligne, souvent avec des difficultés pour certains partenaires liés à la connexion internet.

# Défis et leçons apprises dans la mise en œuvre du programme

Le défi majeur reste la survenance de la pandémie COVID-19 et ce qu’elle a entraîné comme restructuration/ perturbation des mouvements de personnes et des biens. Vis-à-vis du programme, la COVID-19 a affecté la mobilité des partenaires et consultants internationaux qui n’ont pas pu se déplacer à cause des restrictions de voyage encore en vigueur en RDC. En revanche, il a été clairement établi la pertinence et l’avantage des nouvelles technologies de l’information et de la communication (TIC) qui permettent de tenir des réunions et formations virtuelles. Toutefois, ces outils montrent leur faiblesse du fait de la connectivité parfois trop insatisfaisante.

# Conclusion et recommandations

Au cours de cette période de rapportage, janvier-décembre 2020, le programme de consommation durable et substitution partielle au bois-énergie a fait un progrès dans la mise en œuvre des activités du programme. Celles-ci s’articulent autour des études de références et de modélisation de l’impact du GPL, de la politique énergétique, de l'opérationnalisation du fonds de défi pour l’appui du secteur privé du marché de la cuisson propre en RDC ainsi que des aspects administratifs et de gouvernance du programme.

Les résultats intermédiaires présentés ci-haut rassurent de la bonne trajectoire du programme pour l’atteinte des jalons CAFI y compris les objectifs du programme. Nonobstant, la pandémie de COVID-19 qui refait surface, les dispositions ont été prises pour minimiser les risques liés à la crise sanitaire sur le programme.

[Annexes](https://www.dropbox.com/sh/lke0nmo8blbp6s6/AAB-Q0fRPZswSByYiyCoy6bEa?dl=0) (accessibles en cliquant sur annexes)

1. Rapports des études de références (enquêtes ménages et usagers productifs) pour les villes de Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Bukavu
2. Note méthodologique de l’étude de modélisation de l’impact du déploiement du GPL à Kinshasa
3. Feuille de route validée de l’élaboration de la politique nationale de l’énergie et de la stratégie de cuisson propre
4. Pré-Master Plan (avant plan directeur) du GPL
5. Draft Plan de la Réglementation de la distribution de GPL
6. Draft de la stratégie de communication
7. Rapport du Comité d’investissement du fonds de défi
1. Taux de décaissement de la première tranche du budget total du programme. [↑](#footnote-ref-1)
2. Ces valeurs ne sont pas cumulatives. Un ménage utilise plusieurs sources d’énergies à la fois. [↑](#footnote-ref-2)
3. Contexte lié à la période sous-examen (semestre/année). [↑](#footnote-ref-3)
4. <https://www.populationdata.net/pays/republique-democratique-du-congo/> [↑](#footnote-ref-4)
5. <https://www.unicef.org/drcongo/media/2731/file/COD-MICS2018-Resume.pdf> [↑](#footnote-ref-5)